

Berlin, Vienne, Bruxelles, Sofia, Zagreb, Nicosie, Prague, Tallinn, Helsinki,
Paris, Athènes, Rome, Riga, Vilnius, Luxembourg, La Haye, Varsovie, Lisbonne, Stockholm,

20 octobre 2025

Son Excellence
António Costa
président du Conseil européen

Monsieur le Président,

Cela fait maintenant un an que Mario Draghi nous a ouvert les yeux avec une clarté implacable : si nous ne changeons de cap, l'Europe perdra en compétitivité par rapport aux autres régions économiques du monde. Nous vivons dans un monde de bouleversements et de nouvelles incertitudes, où la géopolitique et l'économie sont de plus en plus étroitement liées. Dans ce monde, maintenir notre compétitivité est le fondement de notre souveraineté.

La simplification est essentielle à la compétitivité, comme le souligne Mario Draghi dans son rapport. Aujourd'hui, les citoyens européens ont des doutes lorsqu'ils traitent avec nos règles et nos lois : elles ralentissent nous font tomber plutôt que de nous guider, qu'elles bloquent le chemin plutôt que d'ouvrir la liberté et les opportunités. Une telle insatisfaction et les défis qui l'accompagnent ne peuvent être contestés. Les défis posés à nos citoyens et à nos entreprises dans leur vie quotidienne sont réels. Ils nécessitent des réponses robustes.

Une chose est claire : nous voulons préserver l'Union européenne pour ce qu'elle représente : la liberté, la sécurité et la prospérité. Pour y parvenir, nous devons changer de cap. Pas seulement un peu, mais substantiellement. Le rapport de Mario Draghi est la boussole de notre parcours vers la compétitivité, y compris le Cadre financier pluriannuel 2028-2034. Et c'est assurément la boussole de notre nous efforçons de rendre nos règles plus simples, plus efficaces et plus efficaces.

Cc:

Son Excellence, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne
Son Excellence, Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen
Son Excellence, Mette Frederiksen, Première ministre du Danemark

Trois étapes sont désormais nécessaires : revoir, réduire, restreindre.

Nous appelons à un examen systématique de toutes les réglementations de l'UE afin d'identifier les règles superflues, excessives ou déséquilibrées et nous devons examiner l'ensemble des acquis des règles de l'UE pour déterminer s'ils sont toujours adaptés à leur fonction.

Nous appelons à la réduction du règlement et au démantèlement des règles obsolètes, tandis que maintenir les objectifs politiques, les normes pertinentes et l'intégrité du marché unique. nécessite un flux constant de propositions omnibus de la part de la Commission européenne tout au long de son mandat. Il lui faut exploiter tout le potentiel de la numérisation pour améliorer l'efficacité. Il faut également avoir le courage de retirer les lois superflues. tout à fait.

Et nous appelons à la retenue en ce qui concerne la nouvelle législation, qui devrait de toute façon être adoptée. avec des analyses d'impact renforcées. Au-delà des directives et des règlements, cela doit également s'appliquer à la prolifération des actes délégués et d'exécution. Rien de moins qu'un Un changement culturel est nécessaire. L'Europe doit se limiter au strict minimum de nouvelles réglementations en matière le plein respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Pour être précis : lancer un nouveau produit, construire une usine ou étendre les réseaux énergétiques - la Commission européenne doit rapidement présenter de nouvelles initiatives pour accélérer la planification et procédures d'approbation au niveau de l'UE.

Investir ou acheter une entreprise : nous appelons à la modernisation du droit de la concurrence de l'UE et l'accélération des procédures de contrôle des concentrations et des aides d'État au niveau de l'UE.

Vous vous concentrez sur votre activité et souhaitez développer votre PME ? Facilitons l'accès à financer, soutenir l'intensification et la réduction et réformer les obligations de déclaration et d'information, notamment en vertu du Règlement général sur la protection des données.

La réduction de la bureaucratie est une priorité absolue et urgente. Lors de notre prochaine réunion, Lors du Conseil européen de fin octobre, nous devrions répartir des tâches de travail spécifiques pour définir le nouveau cap.

D'ici la fin de l'année, la Commission européenne devrait réexaminer systématiquement la législation de l'UE. cadre réglementaire et soumettre une proposition sur la manière dont les règles obsolètes et excessives peuvent être démantelées et dont les règles existantes ou prévues peuvent être totalement supprimées.

En outre, les colégislateurs, le Conseil et le Parlement européen, doivent également agir de manière plus décisive et accélérer le rythme d'adoption de tous les actes juridiques contribuant à la réalisation de nos objectifs communs programme de simplification et de compétitivité. Nous attendons notamment une adoption rapide de la CSRD. et la simplification de la CSDDD. La modernisation de l'Union européenne est une responsabilité partagée par tous. Institutions européennes.

Nous devons à Enrico Letta un autre rapport fondamental qui nous a permis de mieux comprendre comment l'Europe fonctionne. peut exploiter de nouvelles sources de croissance : achever notre marché unique et favoriser le potentiel de sa numérisation.

Soyons très clairs : notre acquis communautaire est la clé pour exploiter les avantages du marché unique, y compris pour les services, l'énergie, les télécommunications, les services financiers, l'épargne et investissements. L'intégration du marché unique est synonyme de croissance et la Commission européenne devrait Elle devrait poursuivre avec la même fermeté sa stratégie pour le marché unique et réduire la bureaucratie.

Par exemple, le Conseil européen a déjà appelé en mars la Commission européenne à présenter une proposition pour un 28e régime pour les entreprises, y compris les start-ups et les scale-ups, afin ouvrir le marché unique aux entreprises nouvelles et innovantes. Nous ne pouvons que souligner que nous devons cette proposition de toute urgence !

Nous appelons à une réunion extraordinaire du Conseil européen sur la compétitivité en février 2026 examiner le travail effectué et fournir des orientations politiques sur tous les fronts de la compétitivité identifiés dans le rapport Draghi : réduire la bureaucratie, achever le marché unique dans toutes ses dimensions dimensions, renforçant l'innovation et l'industrie européennes, garantissant la sécurité économique et des conditions de concurrence équitables et la mise en œuvre de l'Union des marchés des capitaux.

En outre, le président de la Commission devrait informer régulièrement le Conseil européen en au moyen d'une lettre adressée aux dirigeants de l'UE avant chaque réunion du Conseil européen à partir de Décembre 2025.

Maintenant, mettons-nous au travail. Accélérons. Ralentir n'est pas une option.

Cordialement,

Christian Stocker
Federal Chancellor of the Republic of Austria

Bart De Wever
Prime Minister of Belgium

Rossen Jeliaskov
Prime Minister Bulgaria

Andrej Plenković
Prime Minister of Croatia

Nikos Christodoulides
President of Cyprus

Petr Fiala
Prime Minister of Czechia

Kristen Michal
Prime Minister of the Republic of Estonia

Petteri Orpo
Prime Minister of Finland

Emmanuel Macron
President of the Republic of France

Friedrich Merz
Federal Chancellor of Germany

Kyriakos Mitsotakis
Prime Minister of Greece

Giorgia Meloni
President of the Council of Ministers of the Italian Republic

Evika Siliņa
Prime Minister of Latvia

Gitanas Nausėda
President of the Republic of Lithuania

Luc Frieden
Prime Minister of Luxembourg

Dick Schoof
Prime Minister of the Netherlands

Donald Tusk
Prime Minister of Poland

Luís Montenegro
Prime Minister of Portugal

Ulf Kristersson
Prime Minister of Sweden